



Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées

Direction de la Coordination
des Actions et des Moyens
de l'Etat

Arrêté n° 12-2016-09-19-003 du 19 SEP 2016

OBJET : autorisation du renouvellement et de l'extension d'une carrière de calcaire et une installation de traitement de matériaux sur le territoire de la commune d'Espalion par la SARL GALIBERT et Fils

LE PREFET DE L'AVEYRON
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment, le livre V - titre 1^{er}, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement, le livre II – titre I et II, parties législative et réglementaire, relatifs aux milieux physiques ;

Vu le code minier ;

Vu le code du patrimoine et notamment le livre V – titre III, découvertes fortuites ;

Vu le code du travail et notamment le livre II - titre III, parties législative et réglementaire ;

Vu le code forestier ;

Vu le code rural ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code pénal ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyses dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux installations de broyage, concassage, criblage relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 ;

VU l'arrêté du préfet de la région Midi-Pyrénées en date du 1^{er} décembre 2015 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin Adour-Garonne ;

VU l'arrêté préfectoral n°722756 du 28 novembre 1972 autorisant M. GALIBERT René à exploiter pour une durée de trente ans une carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu-dit 'Les Grèzes', sur les parcelles n° 634, 635 et 636 de la section 'A' du plan cadastral de la commune d'Espalion ;

VU l'arrêté préfectoral n°961623 du 11 juillet 1996 autorisant la SARL GALIBERT et Fils à exploiter pour une durée de 20 ans une carrière à ciel ouvert de calcaire au lieu-dit 'La Gailhouse' sur les parcelles n° 372 à 389, 392 à 403, 640 et 641 de la section 'A' totalisant une superficie de 18ha 15a 22ca ;

VU l'arrêté préfectoral n°2001-01347 du 11/07/2001 approuvant le schéma départemental des carrières du département de l'Aveyron ;

VU l'arrêté préfectoral n°2002-311-2 du 7 novembre 2002 modifiant le montant des garanties financières pour la carrière à ciel ouvert de calcaire sus-visée ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014-094-0005 du 04 avril 2014 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire sus-visée ;

VU le dossier de demande de renouvellement et d'extension de la carrière à ciel ouvert de calcaire au lieu-dit 'La Gailhouse' sur la commune d'Espalion en date du 09 février 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-349-0002 du 15 décembre 2015 approuvant le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Lot-Amont

VU la demande, avec pièces à l'appui, présentée le 08 mars 2016 et complétée le 14 décembre 2015 par Madame Josiane MAYRAND (née GALIBERT), agissant en qualité de Gérante de la société SARL GALIBERT et Fils, en vue d'être autorisée à renouveler et étendre l'exploitation de la carrière sus-visée;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-14-03 du 06 avril 2016 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande de renouvellement et d'extension d'exploitation sus-visée ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-24-01 du 13 juin 2016 autorisant la SARL GALIBERT et Fils à poursuivre l'exploitation des installations de traitement des matériaux et équipement connexes sur la carrière d'Espalion ;

VU le dossier de l'enquête publique ouverte du 09 mai au 10 juin 2016 sur le territoire de la commune d'Espalion sur la demande susvisée, ainsi que le rapport, les conclusions motivées et l'avis du commissaire enquêteur en date du 28 juin 2016;

VU les avis des conseils municipaux des communes intéressées ;

VU les avis des services consultés ;

VU le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 30 août 2016 ;

VU l'avis favorable émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation spécialisée dite des carrières en sa séance du 16 septembre 2016 ;

Considérant dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur s'engage à mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impact ;

Considérant que la mise en activité de l'installation est subordonnée à l'existence de garanties financières ;

Considérant que l'exploitant possède les capacités techniques et financières requises ;

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures compensatoires suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de répondre aux enjeux du SDAGE Adour-Garonne ;

Considérant que le demandeur a été informé le 2 septembre 2016 des propositions de l'inspection des installations classées et a été invité à se faire entendre par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation spécialisée dite des carrières, en sa séance du 16 septembre 2016 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

ARRETE :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} – Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°2016-24-01 du 13 juin 2016 est modifié comme suit :

La société SARL GALIBERT et Fils, dont le siège social est 18 route d'Alayrac – 12500 ESPALION, est autorisée à exploiter une installation de traitement des matériaux et une station de transit de produits minéraux au lieu-dit '*Alayrac*' sur les parcelles cadastrées section 'A' n° 635, 636, 640, 1336, 1469, 1470 et 1471 et au lieu-dit '*Combe Fouillouse*' sur les parcelles cadastrées section 'A' n° 1467 et 1468, représentant une superficie totale de 6ha 45a 60ca du territoire de la commune d'Espalion.

Article 2 : Bénéficiaire de l'autorisation

La société SARL GALIBERT et Fils, dont le siège social est 18 route d'Alayrac – 12500 ESPALION, est autorisée à renouveler et étendre l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de calcaire aux lieux-dits '*La Gailhouse*', '*Le Bois*' et '*Combe Fouillouse*', sur les parcelles cadastrées section 'A' n° 372 à 387, 396 à 408, 1274, 477 à 479, 511 à 514, représentant une superficie de 16ha 19a 64ca du territoire de la commune d'Espalion. L'exploitation est réalisée selon le périmètre défini à l'**Annexe 1** du présent arrêté.

Article 3 : Rubriques de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

L'activité exercée sur le site relève des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Seuil	Régime	Durée
2510 - 1	Exploitation de carrière	Superficie 16ha 19a 64ca Rythme de production moyen : 130 000 t/an Rythme de production maximal : 250 000 t/an (exceptionnellement 300 000t/an sur 2 années consécutives, non reductibles)	-	A	25 ans
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.	Groupe primaire mobile 240kW (y compris groupe électrogène) Groupe traitement secondaire 1 concasseur percuteur 90 kW 1 crible 12,6 kW Tapis 42,5 kW Vibrant 7 kW Groupe de traitement tertiaire 1 Alimentation à tiroir 11 kW 1 Scalpeur 12,6 kW 1 concasseur percuteur 130 kW 1 crible 11,2 kW Tapis 22 kW Groupe mobile de lavage 41kW Puissance totale : 619,90kW	supérieur à 550kW	A	sans limitation
2517-1	Station de transit de produits minéraux solides	Surface de stockage 22 000m ²	supérieur à 10 000m ² mais inférieur à 30 000m ²	E	sans limitation
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (pour stockages en cavités souterraines et réservoirs enterrés)	1 cuve enterrée GNR de 6m ³ = 5,100t	supérieur ou égal à 250t	NC	sans limitation
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (pour stockages autres qu'en cavités souterraines et réservoirs enterrés)	1 cuve GNR mobile 0,913m ³ = 0,776t 1 cuve à main 0,43m ³ = 0,365t Total : 1,14t	supérieur à 50t	NC	sans limitation
1435-2	Station service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur	Consommation annuelle : 110 m ³ de fuel	supérieur à 500 m ³	NC	sans limitation

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (déclaration), NC (non classé).

Article 4 : Production maximale et horaires

La production annuelle maximale est limitée à 250 000 tonnes.

Exceptionnellement sur une période de deux années consécutives, la production annuelle maximale est portée à 300 000 tonnes. Cette période n'est pas reductible.

L'activité sur le site s'intègre dans le créneau horaire 7h00-12h00 et 13h30-17h30 du lundi au vendredi, hors jours fériés. Occasionnellement, l'activité s'étend sur une plage horaire de 6h à 22h du lundi au samedi.

Article 5 : Validité de l'autorisation

L'exploitation à ciel ouvert de la carrière de calcaire aux lieux-dits '*La Gailhouse*', '*Le Bois*', '*Combe Fouillouse*' est autorisée pour une durée de vingt-cinq ans (25 ans) à partir de la date de notification du présent arrêté. L'exploitation d'une installation de traitement des matériaux et d'une station de transit de produits minéraux est autorisée sans limitation de durée, aux lieux-dits '*Alayrac*' et '*Combe Fouillouse*'.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers. La durée de l'autorisation inclut la remise en état complète des terrains visés à l'article 1^{er} ci-dessus. L'extraction des matériaux commercialisables doit être arrêtée au plus tard trois ans (3 ans) avant l'échéance de la présente autorisation pour que la remise en état puisse être correctement réalisée dans les délais susvisés. Cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où elle n'aurait pas été utilisée dans les trois ans suivant sa notification ou dans le cas où l'exploitation serait interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 6: Conformités et modifications

- **6-1: Conformité au dossier**

La présente autorisation est accordée selon les préconisations du dossier de demande, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur. En particulier, l'exploitation est conduite conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté et aux indications et engagements contenus dans le dossier de la présente demande déposé le 09 février 2015 en préfecture et complété en décembre 2015, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

- **6-2: Réglementation**

I- L'exploitant doit se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

II- Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations. Ils sont effectués par un organisme tiers choisi par l'inspection des installations classées ou soumis à son approbation si l'organisme n'est pas agréé. Tous les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

III- L'exploitant doit laisser en permanence libre accès aux installations à l'inspection des installations classées.

- **6-3: Lien avec les autres réglementations**

Cette autorisation d'exploiter est délivrée au titre de l'article L512-1 du code de l'environnement sans préjudice des autres réglementations applicables. En particulier, le pétitionnaire doit obtenir, le cas échéant, la délivrance des dérogations aux interdictions de destruction des habitats ou espèces protégées conformément à l'article L411-2 du code de l'environnement.

- **6-4: Récolement**

Un récolement sur le respect du présent arrêté est effectué par l'exploitant ou un organisme compétent.

Ce contrôle, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, est réalisé dans un délai de six mois après le début d'exploitation défini à l'article 12 du présent arrêté. Le rapport de ce contrôle est communiqué à la préfecture de l'Aveyron. Ce contrôle pourra être renouvelé à la demande de l'inspection des installations classées.

- **6-5: Modifications**

Toute modification apportée par le demandeur, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

- **6-6: Sanctions:**

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions édictées par le présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement et/ou le code minier.

Article 7: Accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait de l'exploitation de sa carrière, qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la conservation des sites et monuments.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspection des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après l'autorisation de l'autorité judiciaire.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Section 1 : Aménagements et études préliminaires

Article 8 : Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 9 : Bornage - Piquetage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer:

- Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- Des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des côtes mini et maxi et des différentes zones remises en état.

Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Une bande de protection d'une largeur minimale de 10m, matérialisée par la pose de piquets, est constamment maintenue en périphérie de la carrière. Ce piquetage matérialise le périmètre d'extraction. Il est entretenu en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 10 : Étude hydrogéologique

Lors de la première période hydrologique favorable qui suit la notification du présent arrêté, l'exploitant fait procéder à un traçage hydrogéologique par un organisme compétent, afin d'identifier les exutoires de l'aquifère présent au droit de la carrière. Les points d'injection de colorant sont au minimum au nombre de deux : la perte identifiée sur le carreau Sud de la carrière et celle identifiée au Nord, selon les reconnaissances du bureau d'études ANTEA effectuées en novembre 2015. L'exploitant transmet au préfet le résultat de ce traçage hydrogéologique au plus tard 6 mois après la notification du présent arrêté. Les exutoires identifiés font l'objet des analyses et relevés prescrits à l'article 25.4.2-III du présent arrêté.

Article 11 : Accès à la voirie

L'accès principal au site se fait à partir de la RD 136. Il est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 12 : Début d'exploitation

La constitution des garanties financières vaut déclaration de mise en service de l'installation. Elle est faite au plus tard lors du début effectif de l'exploitation. Elle est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées aux articles 8 et 9 ci-dessus.

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant adresse au préfet de l'Aveyron, un plan de bornage et le document attestant de la constitution des garanties financières, dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au chapitre IV du présent arrêté. Ce document est conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières.

Section 2: Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

Article 13 : Aménagements paysagers

- **13.1 : Au cours de la première phase quinquennale**

Au cours de la première année suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un corridor constitué de 2 haies champêtres séparées par une lisière d'une largeur de 3 à 5m, selon les dispositions de l'Annexe 2 du présent arrêté.

Le plan d'eau situé à l'Ouest de la carrière, d'une capacité de 270m³, est remblayé au cours de la première phase d'exploitation. Ce remblayage est réalisé selon les dispositions de l'article 19.3 ci-après. Une fois ce remblayage effectué, une couche de terre végétale d'environ 30 cm est régalée en surface, de manière à restituer aux terrains un usage agricole. Le chemin rural de la Gailhoute est alors déplacé vers le Sud dans sa position d'origine et son bord Sud planté d'arbres, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2014.

- **13.2 : À partir de la seconde phase quinquennale**

La remise en état de la carrière est coordonnée à l'exploitation, conformément aux dispositions de l'Annexe 3 du présent arrêté.

Une fois les fronts exploités en phase N, l'orientation à suivre en phase N+1 est, après purge éventuelle, de casser la continuité des anciens fronts d'exploitation en disposant localement des éboulis et des verses de stériles perpendiculairement aux falaises et de conserver cavités, méplats et fissures favorables à la rétention de particules fines pour faciliter l'implantation de la végétation.

En phase N+1, les fosses d'exploitation sont en partie remblayées par des stériles d'exploitation ainsi que des déchets inertes pour former de vastes plateformes raccordées aux terrains voisins. Une fois ces plateformes mises en place, une couche de terre végétale d'environ 30 cm est régalée en surface, afin de permettre l'installation d'une végétation spontanée.

En phase N+1, l'exploitant réalise au niveau des zones remises en état des plantations de haies champêtres conformément aux dispositions de la coupe Nord-Sud de l'Annexe 4 du présent arrêté. Les essences retenues pour ces plantations sont les arbustes listés à l'Annexe 2.

Article 14 : Dispositions en faveur de la biodiversité

- **14.1 :** Chaque année, du début du mois d'avril à la fin du mois de juin, l'exploitant repère la présence d'éventuels *Faucons crécerelle* nicheurs au niveau des zones à exploiter. En cas de présence d'individus de cette espèce, l'exploitation de ces zones est évitée jusqu'à l'envol des jeunes (fin juin).

- **14.2 :** Les travaux de défrichement, décapage, débroussaillage et de fauche ont lieu en octobre-novembre. Ils peuvent être poursuivis en décembre, janvier et février à condition d'empêcher préalablement la

faune de venir hiberner sur le secteur (perturbation des zones par une continuité d'exploitation).

- **14.3 :** Afin de maintenir la population d'*Alytes accoucheurs*, et durant toute la durée de l'autorisation, un habitat humide temporaire et pionnier d'une superficie minimale de 100m² est créé au mois de janvier-février (avant la période de reproduction de cette espèce) dans chacune des fosses d'extraction. Ces habitats sont maintenus suffisamment éloignés des zones en cours d'exploitation, de manière à ne pas être affectés par la circulation des engins de chantier. Leur délimitation sur le terrain est matérialisée et signalée. Aucune intervention sur ces habitats et sur les bassins visés à l'article 25.4.2-1 (curage, remise en état) n'est effectuée d'avril à septembre (période de reproduction de l'*Alyte accoucheur*).
- **14.4 :** Les haies d'arbres et arbustes des secteurs non exploités sont maintenues.

Article 15 : Archéologie préventive

Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

Conformément au code du patrimoine (articles L.531-14 à L.531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque sorte que ce soit (vestige, structure, monnaie,...) est signalée immédiatement auprès du Service Régional de l'Archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

Article 16 : Extraction

- **16-1 :** Cote minimale et maximale d'extraction

L'exploitation est conduite par fronts de taille d'une hauteur unitaire maximale de 15m séparés par des banquettes horizontales d'une largeur minimale de 5 mètres en cours d'exploitation. L'extraction se fait en dent creuse entre les cotes NGF 560m et 480m.

- **16-2 :** Méthode d'extraction

L'extraction ne peut débuter avant la réalisation des aménagements préliminaires prévus aux articles 8 et 9 ci-avant. L'extraction s'achève au plus tard trois ans (3 ans) avant l'échéance de la présente autorisation.

L'extraction est réalisée à ciel ouvert, en cinq phases quinquennales telles que définies en **Annexe 3** du présent arrêté, le réaménagement étant réalisé de façon coordonnée avec l'extraction. Toute modification de phasage fait l'objet d'une information motivée préalable auprès du préfet. Les travaux d'extraction se font à ciel ouvert et sans utilisation d'eau.

- **16-3 :** Abattage à l'explosif

I - L'exploitant établit un dossier spécifique à chaque tir qui comporte au minimum les pièces suivantes :

- la position, l'orientation, la longueur et le diamètre des trous de mines;
- le rapport de foration;
- le rapport de minage ;
- le plan de tir ;
- le cas échéant, un compte-rendu suite à un incident de tir (raté, vibrations anormales, projections...) qui précise les opérations menées pour y remédier et les résultats obtenus.

Ce dossier est archivé sur le site de l'exploitation et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

II - L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

III - Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables uniquement.

IV - L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers des chemins ruraux environnant les zones de tirs.

- **16-4 :** Stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant de l'exploitation

Les installations de stockage sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité

physique et à prévenir toute pollution. Pour cela, l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées les quantités et les caractéristiques des matériaux stockés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes aux données figurant sur le registre.

Article 17 : Registres et plans

L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima:

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les pentes des pistes,
- les zones remises en état en différenciant les différents types de remise en état,
- s'il y a lieu, le périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Article 18 : Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- ✓ la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- ✓ la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- ✓ en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- ✓ la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- ✓ le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;
- ✓ les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- ✓ une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- ✓ les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion des déchets est mis à jour au moins tous les 5 ans et, le cas échéant, en cas de modifications substantielles de l'exploitation ou des déchets déposés. En tout état de cause, toute modification doit être notifiée au préfet.

Article 19 : Fin d'exploitation

- **19-1 : Élimination des produits polluants**

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

- **19-2 : Remise en état**

Les principes du réaménagement final de la carrière sont illustrés en **Annexe 4**.

L'orientation principale de la remise en état du site est de rendre leur caractère agricole aux terrains mais également de consolider la trame verte en prolongeant le corridor écologique existant.

- **19-3 : Remblayage du site**

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique

local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il ne peut avoir lieu que sur les parcelles ayant fait l'objet d'extraction de matériaux de carrière autorisées au titre du présent arrêté. Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

L'exploitant est autorisé à accueillir des matériaux inertes extérieurs dans la limite de 20 000t/an.

Lorsque le remblayage est effectué à partir de matériaux inertes extérieurs, les dispositions suivantes doivent être respectées :

- les matériaux accueillis sont déversés sur une aire pour un contrôle de conformité par l'exploitant ou son représentant ; tout bennage direct en fond de fouille est interdit ;
- les éventuels matériaux non conformes sont stockés dans des bennes provisoirement et en quantité limitée. L'exploitant est alors tenu de prendre sans délai les dispositions nécessaires à leur évacuation compte tenu de leur nature. Les caractéristiques des matériaux autorisés pour le remblayage figurent en **Annexe 5** du présent arrêté ;
- pour les déchets demandant une confirmation de leur caractère inerte, l'exploitant demande au producteur de fournir les documents (résultats de test de lixiviation...) justifiant du caractère inerte des déchets et conserve les justificatifs correspondants ;
- les matériaux conformes sont poussés dans les excavations à remblayer ;
- les versées de déchets font l'objet d'une couverture finale, après un compactage rigoureux, de nature à favoriser la reprise de la végétation implantée dans le cadre de la remise en état ;
- les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination ;
- l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre ;
- une procédure portant sur le contrôle et la gestion des déchets inertes est établie, portée à la connaissance du personnel de la carrière et tenue à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le remblayage par des matériaux putrescibles et combustibles (bois, papier, cartons, déchets verts, etc.), par des matières plastiques, des métaux, du plâtre [hors faibles quantités de plâtre sur un support inerte] est interdit.

Les matériaux qui pourraient être valorisés (bétons, enrobés routiers) doivent également être écartés lorsqu'il existe des possibilités de recyclage.

• 19-4 : Notification de fin d'exploitation

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il accomplit les formalités administratives prévues aux articles R512-39-1 à 6 du code de l'environnement.

L'exploitant adresse, au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant a minima:

- la date prévue pour la fin de l'extraction et la date prévue pour la fin du réaménagement,
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblayage partiel ou total décrivant les mesures prises pour :
 - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux,
 - Les interdictions ou limitations d'accès au site,
 - La suppression des risques d'incendie et d'explosion,
 - La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
 - dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

À tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Section 3: Sécurité du public

Article 20 : Gestion des accès

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé.

En dehors de ces heures ouvrées, cet accès est interdit.

Le périmètre du site est entièrement clôturé.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Une signalisation adaptée est disposée sur la RD 136, de part et d'autre de l'intersection avec la voie desservant la carrière.

Article 21 : Distances limites

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

Article 22 : Consigne 'Tirs de mines'

L'exploitant établit par écrit la consigne relative à la garde des issues et à la fermeture des chemins ruraux lors des tirs de mines. Cette consigne est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure du respect de cette consigne.

Article 23 : Chemins ruraux

Tous les chemins ruraux sont maintenus dans leur emprise cadastrale. Lorsqu'ils longent le périmètre de l'autorisation, ils sont bordés par une clôture et un merlon de manière à empêcher tout accès. Lorsqu'une piste d'exploitation les recoupe, l'entrée de cette piste est signalée et fermée en dehors des périodes d'activité. La circulation des tiers est prioritaire sur la circulation des engins de la carrière. Une signalisation est établie en ce sens. L'exploitant veille au respect de cette signalisation.

Lors de la dernière phase d'exploitation, le chemin rural de la Gailhouse est coupé dans sa partie Est. La piste de circulation interne à la carrière est alors utilisée et prolongée de manière à assurer la continuité de ce chemin rural, conformément à l'Annexe 6 du présent arrêté. Cette piste est entièrement clôturée de part et d'autre et la signalisation de danger et d'interdiction d'accès à la carrière y est apposée tous les 50m.

L'accès direct aux parcelles n°509 et 510 depuis le chemin rural de la Gailhouse (SE du site, Annexe 1) est maintenu tout au long de l'exploitation. Ce chemin est clôturé le long des parcelles exploitées (n°513 et 514).

CHAPITRE III: PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article 24 : Dispositions générales

- **24-1 :** L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

- **24-2** : L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.
- **24-3** : Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.
- **24-4** : Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envol de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

Article 25 : Eau

- **25-1** : Alimentation en eau du site
La carrière est raccordée au réseau d'eau potable public. L'eau est destinée au refectoire et aux sanitaires, à l'arrosage des bandes transporteuses de l'installation de traitement et à l'abattage des poussières.
- Le lavage des matériaux est réalisé en circuit fermé par le biais d'un bassin d'eau pluviale situé à l'Ouest de la zone de traitement de 270 m³ et des bassins de décantation. Un appoint d'eau est possible à partir du réseau d'eau potable public.
- Les consommations mensuelles d'eau sont enregistrées et reportées sur un registre. La consommation d'eau en provenance du réseau AEP s'établit autour de 2 400m³ par an. Tout dépassement de ce volume annuel de plus de 20% est commenté sur le registre. Des solutions sont alors proposées et mises en oeuvre pour réduire les consommations d'eau.

Toute modification dans les conditions d'alimentation et d'utilisation de l'eau sur le site doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

- **25-2** : Prélèvements d'eau au milieu naturel

Tout prélèvement dans les eaux souterraines est interdit.

- **25-3** : Pollution accidentelle des eaux

I - Le ravitaillement, le stationnement prolongé, le lavage et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche. Le ravitaillement de la pelle et de la foreuse est autorisé en bord-à-bord. Il est réalisé de manière à éviter tout épanchement d'hydrocarbures.

Un système efficace, destiné à récupérer les terres souillées par une pollution accidentelle, est mis à disposition dans les engins. Il est complété par un stock de sable ou tout autre matériau absorbant destiné à absorber les liquides polluants.

II – En cas de stationnement prolongé d'un engin dans l'emprise de la carrière, un contrôle visuel de l'état des flexibles et de l'absence de fuite est réalisé en fin de poste. Ce contrôle fait l'objet d'une consigne écrite.

III- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut-être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

IV- Le stockage de gazole non routier, d'un volume de 6m³, est réalisé dans une cuve enterrée double paroi conforme à la réglementation et équipée d'un système de détection de fuite, d'une cuve mobile double paroi de 0,91m³ et une cuve à main de 0,43 m³.

V- Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être, soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

VI- L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

- 25-4 : Rejets d'eau dans le milieu naturel
 - 25-4-1 : Eaux d'exhaure des installations de stockage de déchets inertes et des terres non polluées

L'exploitant doit s'assurer que les installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

- 25-4-2 : Eaux rejetées

I- Eaux de ruissellement.

Dans les zones d'extraction, les eaux pluviales sont dirigées en fond de fosse, où elles s'infiltrent ou s'évaporent.

Dans la zone des installations de traitement et de stockage, les eaux transitent par deux bassins de décantation avant de s'infiltrer dans le substratum calcaire, de s'évaporer ou d'être utilisées pour l'arrosage et le lavage. Ces bassins sont repérés en Annexe 7 du présent arrêté. Il s'agit de 2 bassins de 30 m³ situés à l'Est des installations de traitement et d'un bassin de 50 m³ à l'Ouest de l'installation.

Ces bassins sont curés annuellement (et/ou après un épisode orageux) afin de maintenir leur volume utile et leur capacité de traitement.

II- Les eaux potentiellement canalisées et rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes:

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5;
- la température est inférieure à 30°C;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35mg/l ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

III- Les exutoires identifiés lors de l'étude hydrogéologique visée à l'article 10 du présent arrêté font l'objet d'une analyse de la qualité des eaux (portant sur les paramètres suivants : conductivité, T°, PH, MEST, DCO, HCT) dès la première période pluvieuse suivant la réalisation de cette étude. Un état quantitatif de ces exutoires est également relevé. Il est comparé à l'état précédent (novembre 2015). Le résultat commenté de ces analyses et relevés, ainsi que l'usage des exutoires identifiés, sont adressés au préfet au plus tard six mois après la notification du présent arrêté. Ces analyses qualitatives et quantitatives sont reconduites au maximum dans un délai de six mois après leur exécution. Leur bilan est transmis au préfet. Ces analyses et relevés peuvent être reconduits ensuite à tout moment sur demande de l'inspection des installations classées. L'exploitant propose et met en œuvre des solutions de remédiation en cas d'impact avéré de l'exploitation de la carrière sur la qualité et la pérennité des eaux souterraines dont l'usage a été clairement identifié (alimentation familiale en eau potable, abreuvement des animaux, irrigation).

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément aux normes précisées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

- **25-5 : Eaux sanitaires**

Les effluents domestiques produits par les sanitaires équipant le site sont traités par un dispositif d'assainissement autonome. Ces équipements sont implantés en entrée de site éloignés de la zone d'extraction en cours et à venir.

Ce dispositif d'assainissement respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 modifié, relatif aux installations d'assainissement non collectif. Les regards sont accessibles et visibles pour l'entretien. La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger est adaptée en fonction de la hauteur des boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Article 26 : Poussières

I- L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation de poussières.

Les stockages au sol des produits finis et en cours d'élaboration doivent, si nécessaire, être stabilisés de manière à éviter les envols de poussières. Il doit en être de même des stockages de stériles ou de refus. En période sèche, l'exploitant procède à un arrosage régulier du chemin d'accès à l'installation, des pistes de circulation et des stocks de matériaux. Le matériel nécessaire à l'arrosage doit être disponible sur le site en permanence et maintenu en état. Les engins de foration sont équipés d'un dispositif d'aspiration localisée des poussières. Les véhicules sortant du site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies du réseau routier.

II - Surveillance de la qualité de l'air

Les mesures de retombées de poussières sont réalisées annuellement, conformément aux dispositions des normes en vigueur. Les points de mesure sont au nombre de six, répartis conformément à l'étude d'impact du dossier de demande. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes qui consiste à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. La concentration en poussières totales des émissions canalisées est inférieure à 30 mg/Nm³. Dans le cas où les émissions canalisées de poussières proviennent d'émissaires différents, les valeurs limites applicables à chaque rejet sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés.

Article 27 : Incendie

L'établissement dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire.

Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux des installations. Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont disposés aux abords des installations, entretenus constamment en bon état et vérifiés par des tests périodiques.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 57 du présent arrêté ;
- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour

permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.;

À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction, est accessible et utilisable en toutes circonstances, située à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis du service départemental d'incendie et de secours.

Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h pendant un minimum de 2 heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.

Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 28 : Bruits et vibrations

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores des différentes installations sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

• 28-1 : Bruits

I- Les bruits émis par la carrière ou les installations annexes ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, fenêtres ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tout point des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A) ou au maximum à 200 m des limites d'exploitation d'une émergence supérieure à :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les zones à émergence réglementée sont définies ci-après :

- ZER1 : Zone à Emergence Réglementée au niveau de la ferme située à l'entrée Est d'Alayrac ;
- ZER2 : Zone à Emergence Réglementée au niveau du hameau de Lasbinals ;
- ZER3 : Zone à Emergence Réglementée au niveau du hameau d'Ayrolles.

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les niveaux limites de bruits LA_{eq} à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée sont fixés par le tableau suivant :

<i>Emplacement</i>	<i>Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)</i>	
	Jour	Nuit
En limite de propriété	70	60

Jour : 7 h à 22 h, sauf samedis, dimanches et jours fériés

Les limites de propriété sont les suivantes:

- LP1 : Limite de propriété Sud correspondant à l'entrée du site ;
- LP2 : Limite de propriété Ouest correspondant à l'entrée du chemin rural de la Gailhouse.

II- Les véhicules de transports, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière sont conformes à la réglementation en vigueur.

III- L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

IV- Les mesures sont effectuées selon les dispositions des normes en vigueur, complétées par les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26/11/2012. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure de la situation acoustique est effectuée au cours des 3 premiers mois suivant la notification du présent arrêté.

La fréquence des mesures est ensuite annuelle. Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle. Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

V- Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. Les installations sont, en tant que de besoin, soit installées dans des encoffrements avec des dispositifs de traitement des poussières et des calories, soit capotées au maximum ou équipées de tout autre moyen équivalent.

• 28-2: Vibrations

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Le niveau de pression acoustique de crête est limité à 125 dB linéaires. L'exploitant informe l'inspection des installations classées de tout dépassement de la valeur de 3 mm/s (pondérée).

La vitesse particulière pondérée s'obtient pour un signal mono-fréquentiel, en pondérant (amplification ou atténuation) la valeur mesurée par le coefficient lié à la fréquence correspondante et résultant du tableau de l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié.

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

L'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées et du niveau acoustique de crête à fois que l'inspection des installations classées en fait la demande. Les deux premiers tirs effectués dans la zone d'extension donnent lieu à des mesures de vibrations au niveau des 4 points suivants: la ferme située à l'entrée Est d'Alayrac, les habitations les plus proches du hameau d'Ayrolles, de Combe Fouillouse et de Lasbinals.

L'ensemble des résultats, assortis de commentaires éventuels, est conservé par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 29 : Transport

L'accès à la carrière s'effectue par la RD 136. Les voies d'acheminement des matériaux inertes extérieurs sont identiques.

CHAPITRE IV : GARANTIES FINANCIERES

Article 30 : Garanties financières

• 30-1 : Montant

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à la dite période. Ce montant est fixé comme suit :

Phases Durée	Montant révisé en euros TTC
Première de 0 à 5 ans	179 095 €
Deuxième de 5 à 10 ans	208 099 €
Troisième de 10 à 15 ans	245 852 €
Quatrième de 15 à 20 ans	222 909 €
Cinquième de 20 à 25 ans	198 308 €
Avec coefficient α : 1,223	

Le montant des garanties financières est basé sur le dernier indice TP01 base 2010, publié par l'INSEE (101,6 pour avril 2016).

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

• 30-2 : Renouvellement et actualisation

Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation en application de l'article 12 de la présente autorisation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 3 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie au paragraphe 30-1 ci-dessus, et en particulier lors de l'établissement de la première garantie ;
- augmentation de l'indice TP01 indice supérieure à 15% pour la période courant depuis la dernière actualisation.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières est faite à l'initiative de l'exploitant, sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées au premier alinéa du présent paragraphe. Dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues au paragraphe 30-4 ci-dessous. Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le

calcul des garanties financières et lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25% au chiffre figurant ci-dessus, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif, au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

- **30-3 : Appel des garanties financières**

Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral en ce qui concerne la remise en état, après que la mesure de consignation prévue à l'article L 171-8 du code de l'environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition physique (personnes physiques) ou juridique (sociétés) de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

- **30-4 : Sanctions administratives et pénales**

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée ci-dessus ou de l'attestation de renouvellement visée au paragraphe 30-2 ci-dessus, entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L 514-11-II du code de l'environnement.

- **30-5 : Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garantie financières est levée à la cessation d'exploitation après que les travaux de remise en état tels que définis dans le présent arrêté et couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal.

L'obligation de garanties financières est alors levée par arrêté préfectoral.

CHAPITRE V: MODALITES D'APPLICATION

Article 31 : Vente

- **31-1 : Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devrait en faire la déclaration dans les conditions prévues à l'article R 516-1 du code de l'environnement. L'exploitation de la carrière ne pourra être entreprise par le nouvel exploitant que sous couvert de l'arrêté complémentaire prévu à l'article R 512-31 du code de l'environnement.

- **31-2 : Vente des terrains**

En cas de vente des terrains, celle-ci doit être conclue conformément aux dispositions de l'article L514-20 du code de l'environnement.

Article 32 : Délais et voies de recours

La présente autorisation est soumise à contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse:

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service. Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 33 : Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie d'Espalion pendant une durée minimum d'un mois. Le maire d'Espalion fait connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de l'Aveyron, l'accomplissement de cette formalité. Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de SARL GALIBERT et Fils.

Un avis au public est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de SARL GALIBERT et Fils dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 34 : Exécution

- La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron,
- le maire d'Espalion,
- le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement – inspection des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à SARL GALIBERT et Fils, et dont une copie sera adressée aux maires des communes de Bessuéjouls, Coubisou, Espalion, Condom d'Aubrac, Le Cayrol et Saint Côme d'Olt.

Fait à Rodez, le **19 SEP. 2016**

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale



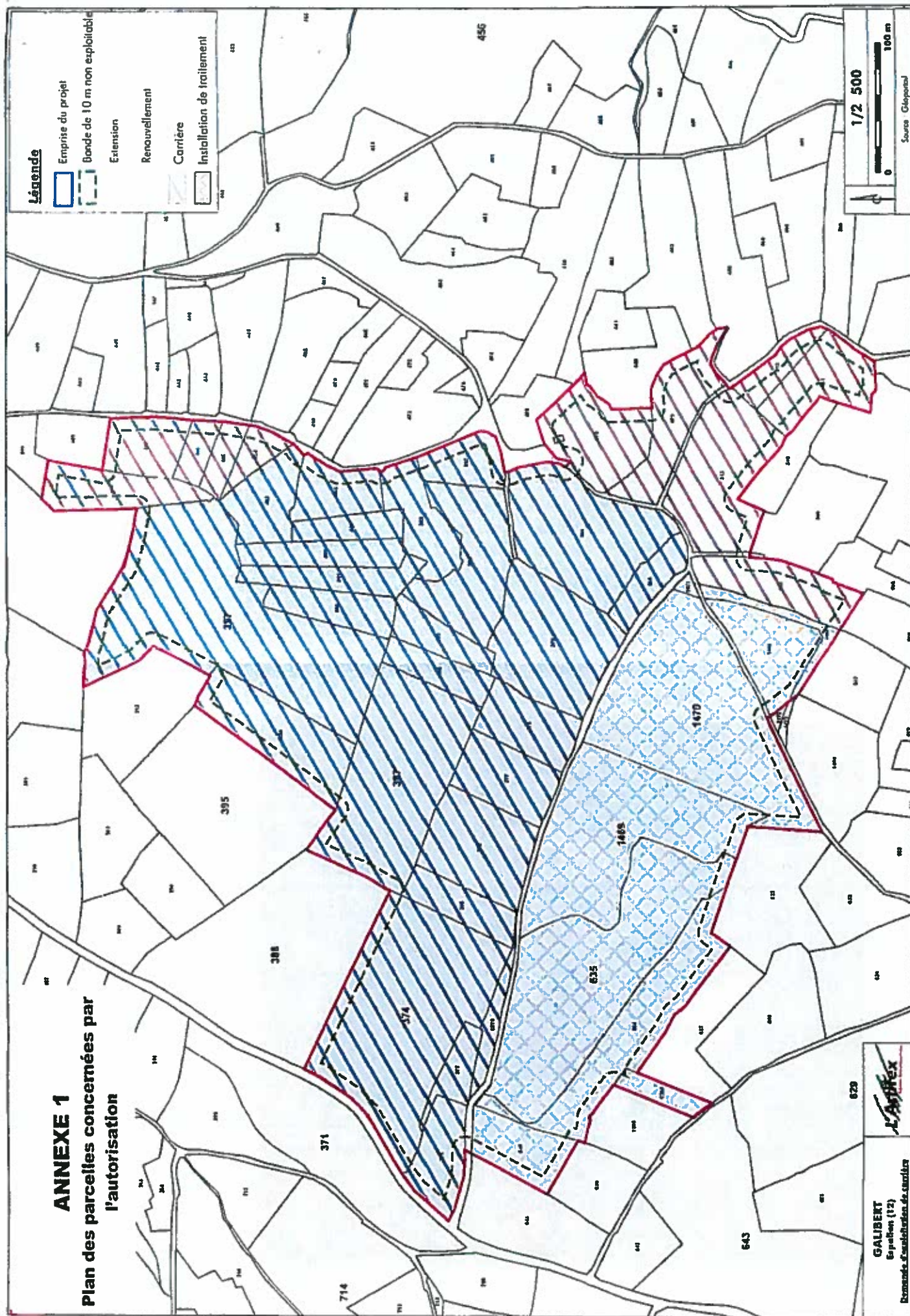
Dominique CONSILLE

LISTE DES ANNEXES

- ANNEXE 1 – Plan des parcelles concernées par l'autorisation
- ANNEXE 2 – Réalisation d'un corridor paysager et écologique
- ANNEXE 3a – Plan de phasage d'exploitation – 1^{ère} phase
- ANNEXE 3b – Plan de phasage d'exploitation – 2^{ème} phase
- ANNEXE 3c – Plan de phasage d'exploitation – 3^{ème} phase
- ANNEXE 3d – Plan de phasage d'exploitation – 4^{ème} phase
- ANNEXE 3e – Plan de phasage d'exploitation – 5^{ème} phase
- ANNEXE 4 – Plan et coupes de l'état final réaménagé
- ANNEXE 5 – Définitions
- ANNEXE 6 - Déviation du chemin rural de la Gailhouse
- ANNEXE 7 – Localisation des bassins de traitement

ANNEXE 1

Plan des parcelles concernées par l'autorisation



ANNEXE 2

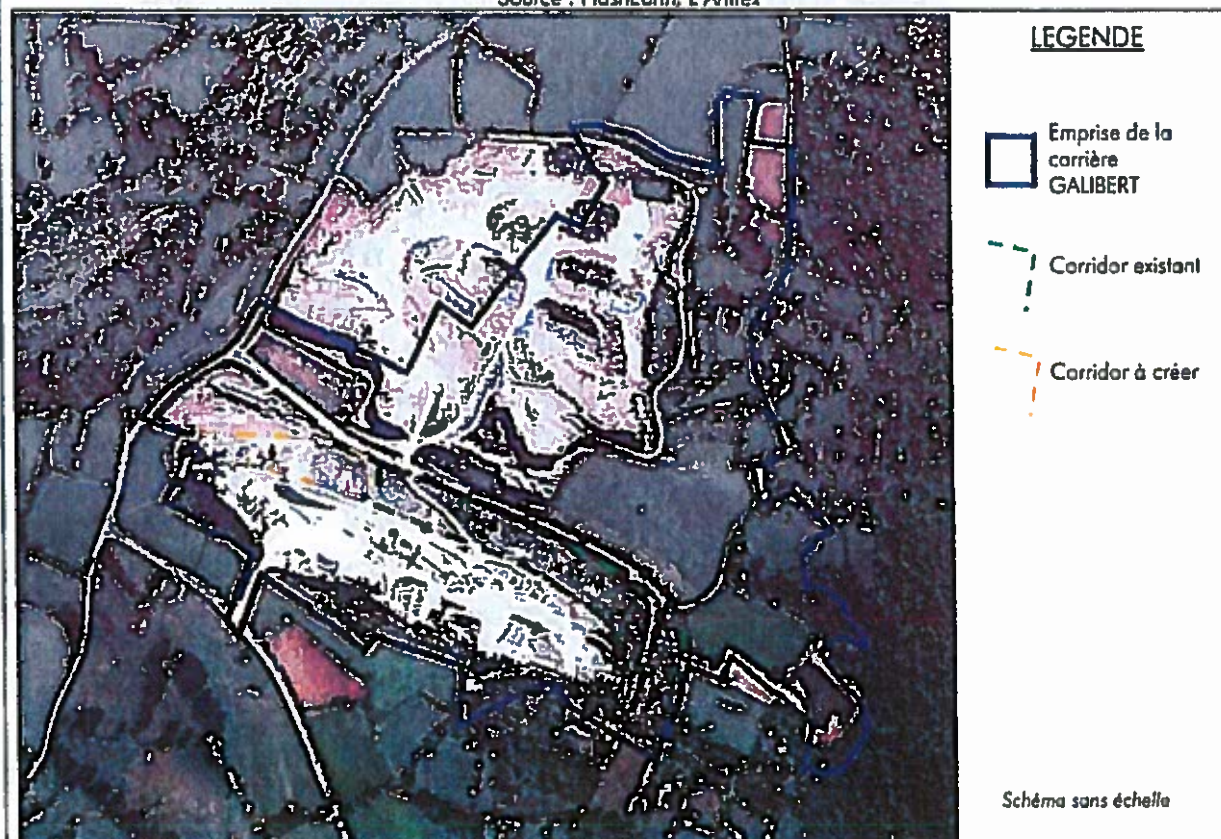
Réalisation d'un corridor paysager et écologique

Arbres de haut jet	
Frêne (sol profond)	<i>Fraxinus excelsior</i>
Merisier	<i>Prunus avium</i>
Chêne pubescent	<i>Quercus pubescens</i>
Arbres de taille moyenne	
Alisier torminal	<i>Sorbus torminalis</i>
Sorbier des oiseleurs	<i>Sorbus aucuparia</i>
Noisetier (sol frais)	<i>Corylus avellana</i>
Erable champêtre	<i>Acer campestre</i>
Erable de Montpellier	<i>Acer monspessulanum</i>
Orme champêtre	<i>Ulmus minor</i>
Arbustes	
Aubépine	<i>Crataegus monogyna</i>
Buis	<i>Buxus sempervirens</i>
Cornouiller sanguin	<i>Cornus sanguinea</i>
Fusain d'Europe	<i>Euonymus europaeus</i>
Prunier de Sainte-Lucie	<i>Prunus mahaleb</i>
Prunellier	<i>Prunus spinosa</i>
Troène	<i>Ligustrum vulgare</i>
Spartier	<i>Spartium junceum</i>
Sureau noir	<i>Sambucus nigra</i>
Viome lantane	<i>Viburnum lantana</i>

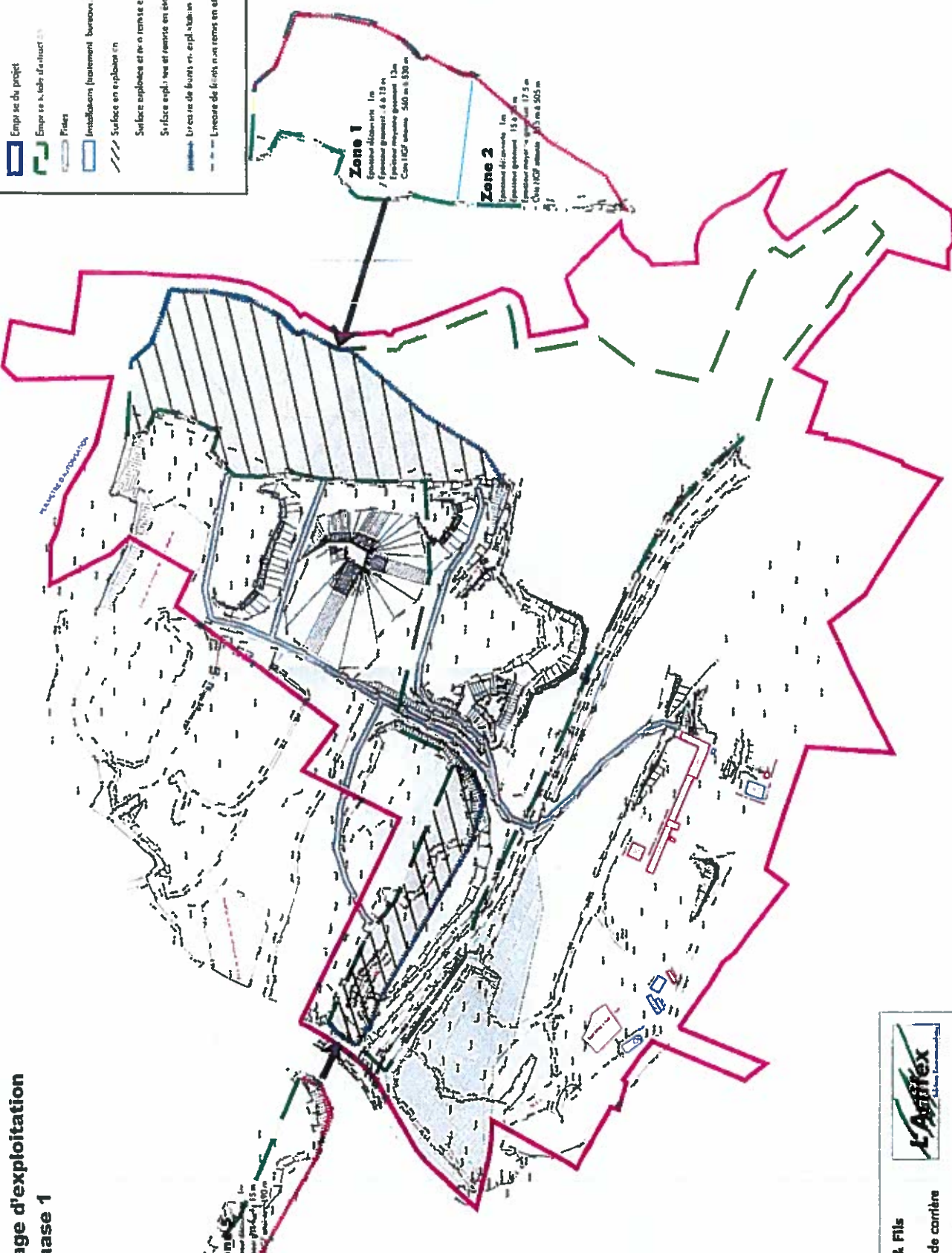
Localisation

Illustration 45 : Plan de localisation de la mesure d'évitement 1










Source : FlashEarth, L'Artifex

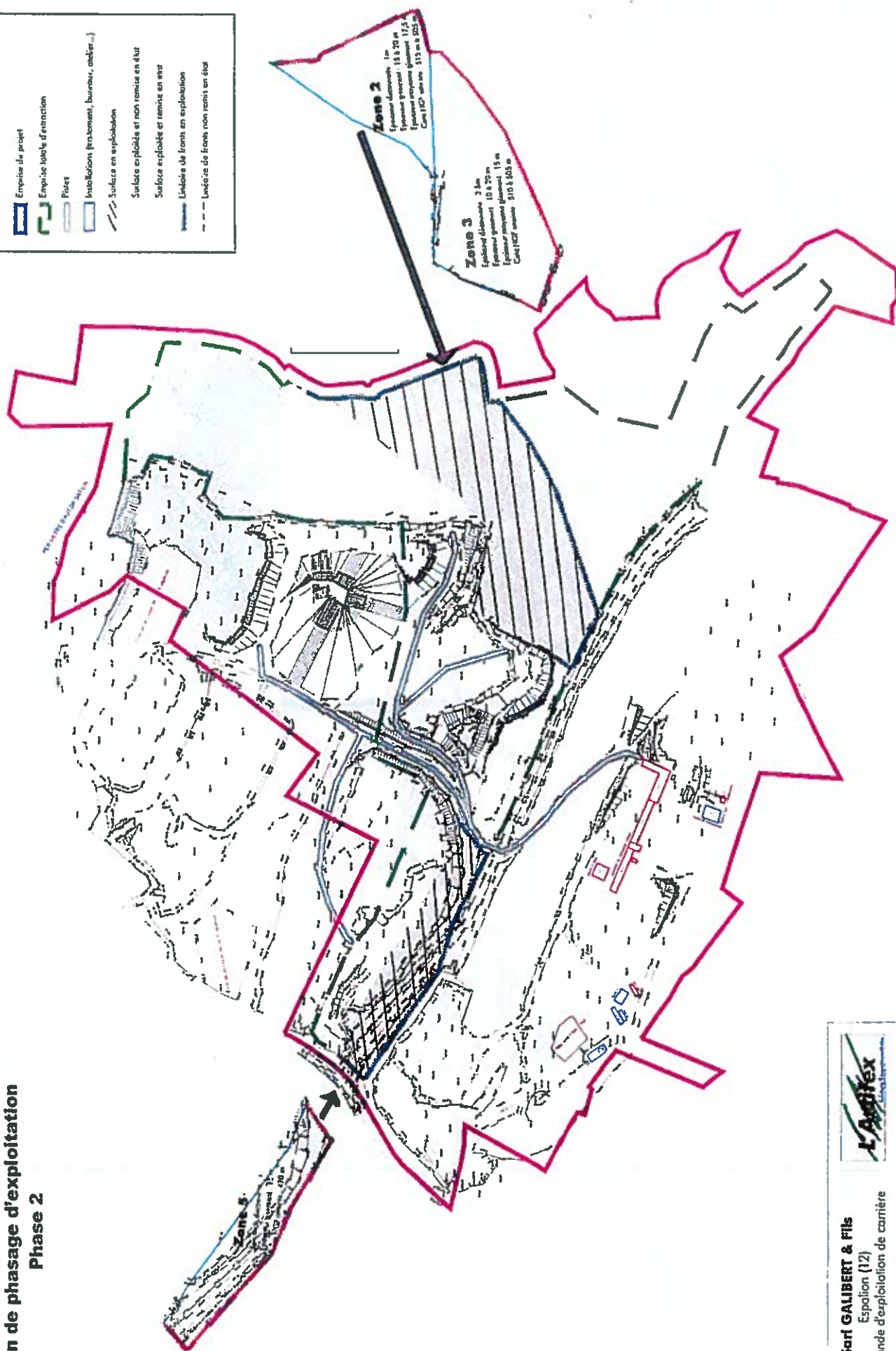


ANNEXE 3a



ANNEXE 3b **Plan de phasage d'exploitation** **Phase 2**

Légende	
	Emprise du projet
	Emprise totale d'exploitation
	Pistes
	Installations (forêt, bureaux, atelier...)
	Surface en exploitation
	Surface exploitée et non remise en état
	Surface exploitée et remise en état
	Limites de fronts en exploitation
	Limites de fronts non remis en état

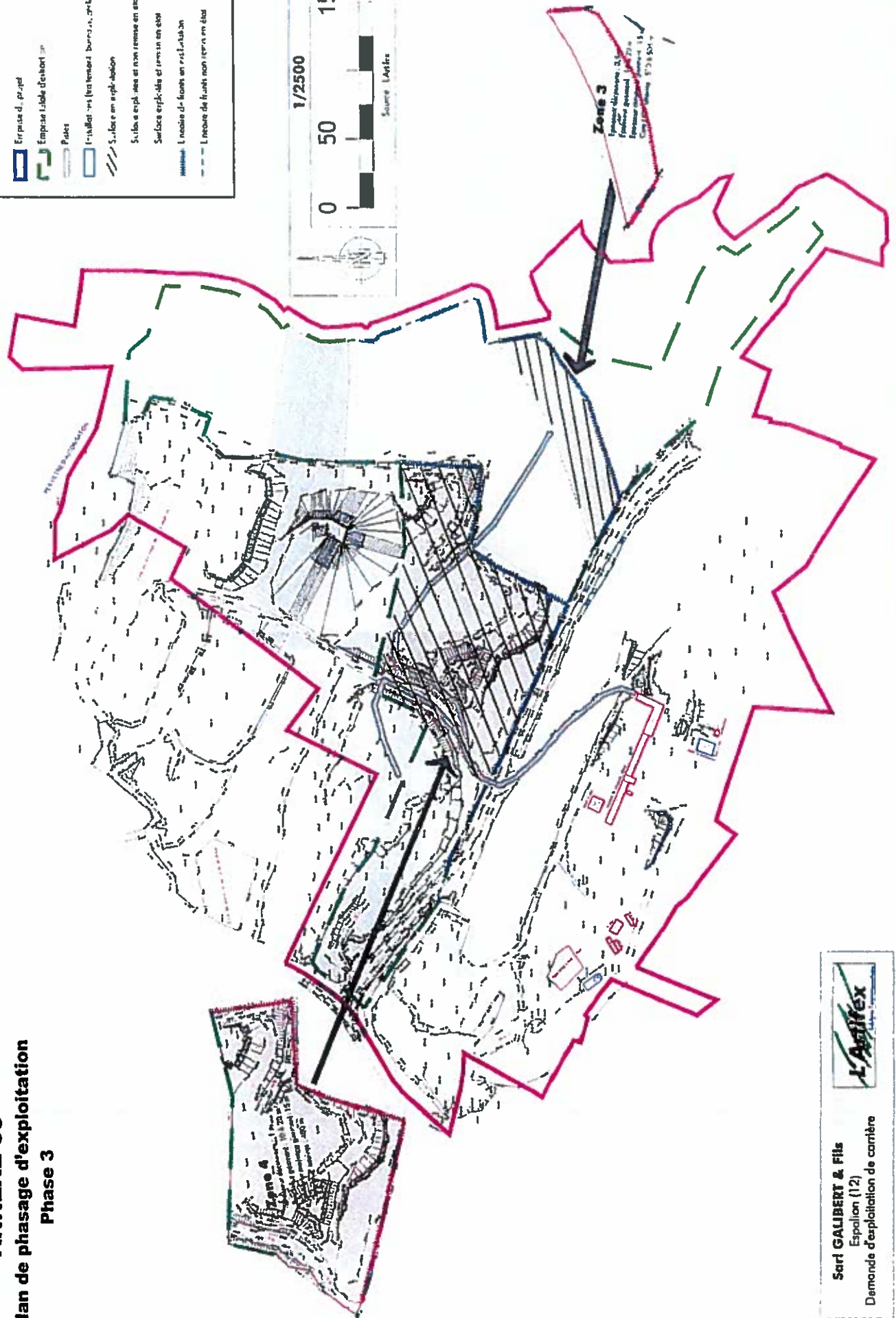


Sarl GALIBERT & Fils
 Espalion (12)
 Demande d'exploitation de carrière

ANNEXE 3C **Plan de phasage d'exploitation** **Phase 3**

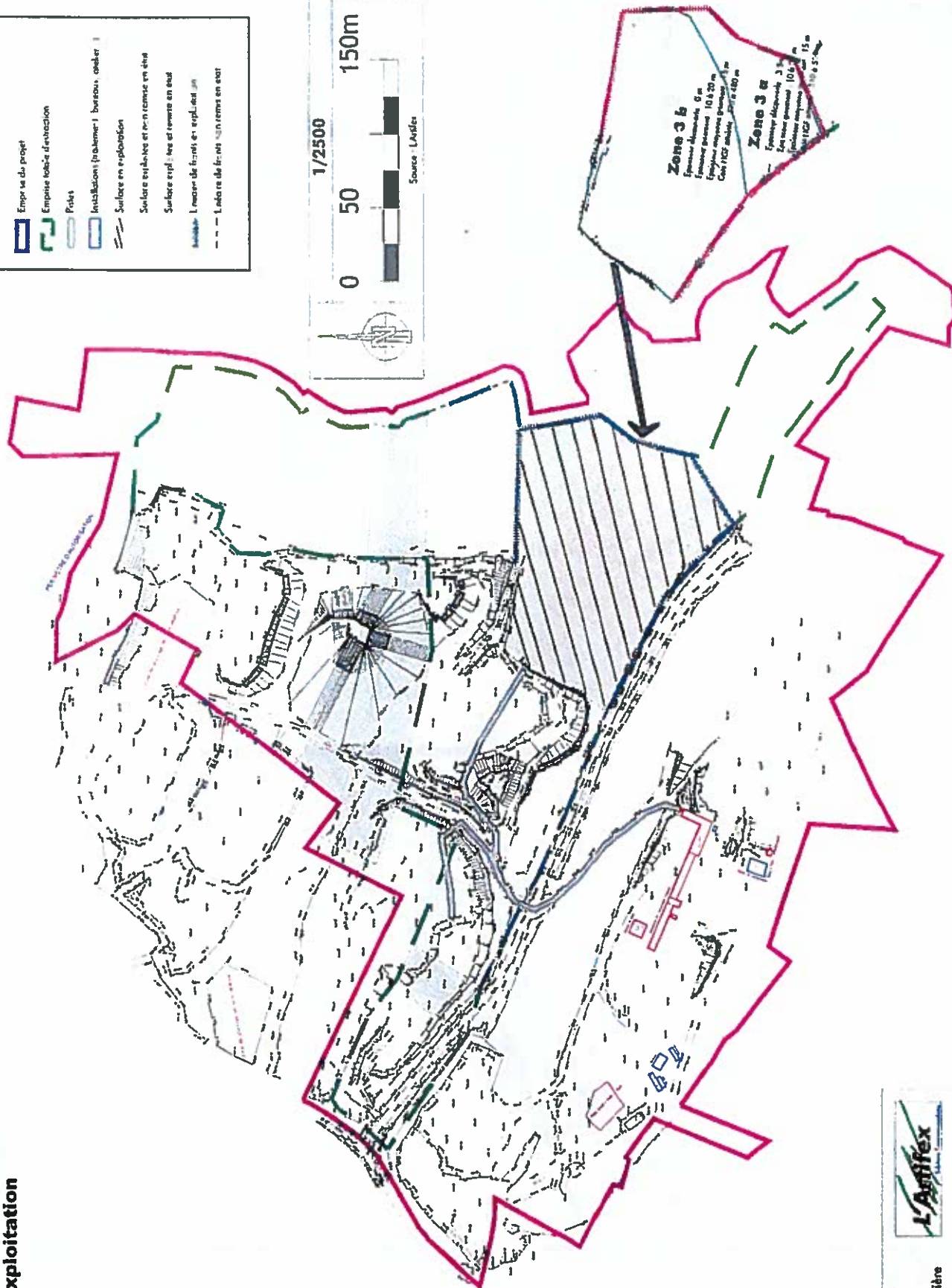
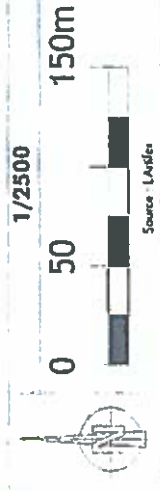
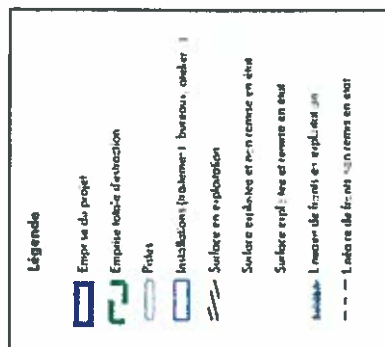
Légende

	Emprise d. projet
	Emprise libelle d'export
	Parcelles
	Travaux de terrassement, murs, etc.
	Surfaces en exploitation
	Surfaces en exploitation et non remises en état
	Surfaces en exploitation et remises en état
	Limite de la zone en exploitation
	Limite de la zone non exploitée en état



Sarl GALIBERT & Fils
 Espalion (12)
 Demande d'exploitation de carrière

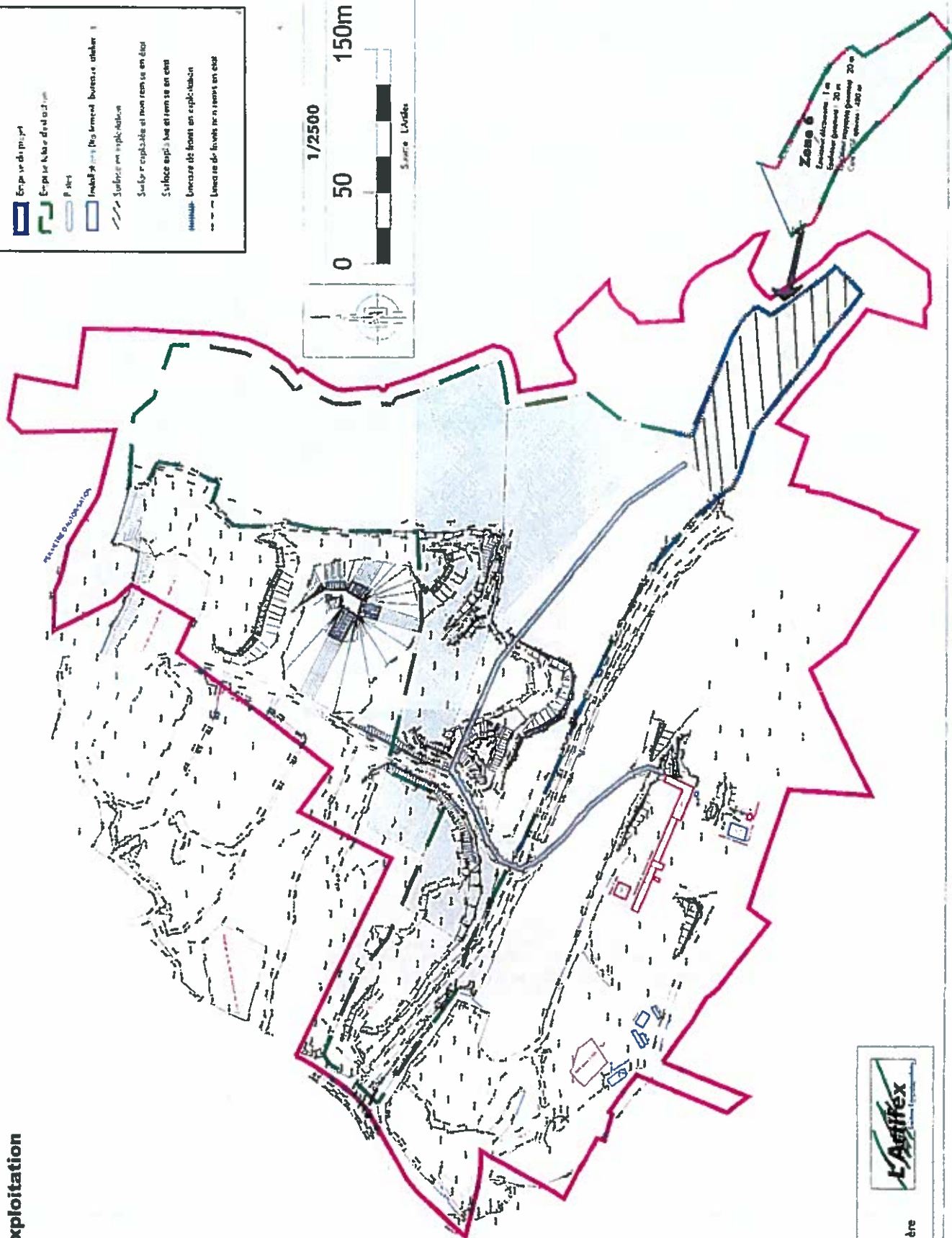
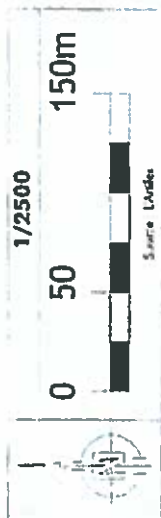
ANNEXE 3d **Plan de phasage d'exploitation** **Phase 4**



ANNEXE 3e **Plan de phasage d'exploitation** **Phase 5**

Légende

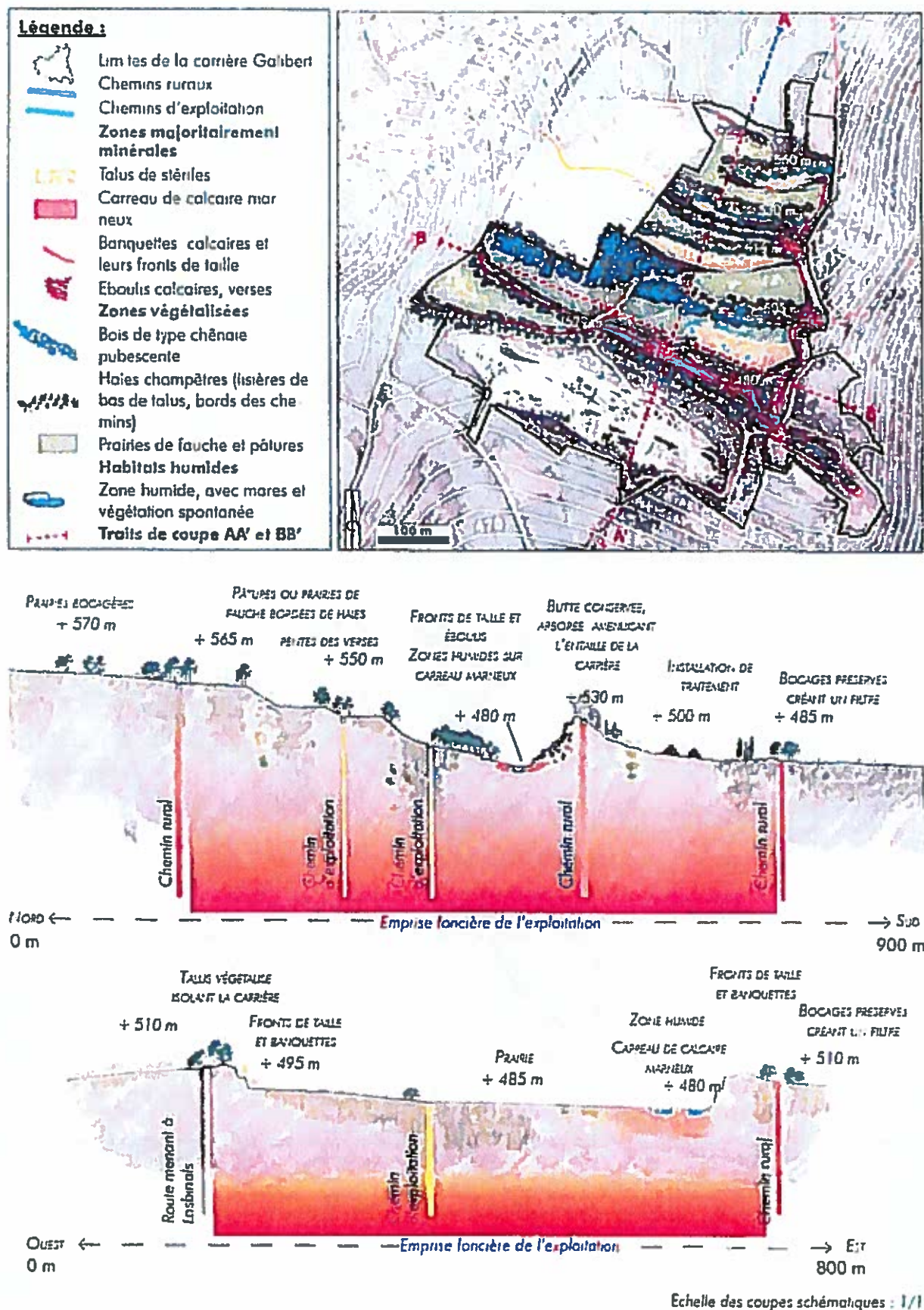
	Espace de projet
	Espace de décharge
	Puits
	Frontière des terres agricoles
	Surface en exploitation
	Surface exploitée et non soumise en état
	Surface exploitée et soumise en état
	Surface de forêt en exploitation
	Surface de forêt non soumise en état



Sarl GALIBERT & FILS
 Exploitation (12)
 Demande d'exploitation de carrière

ANNEXE 4

Plan et coupes de l'état final réaménagé



ANNEXE 5

Définitions

Terre non polluée :

Une terre est considérée comme non polluée dès lors que ses caractéristiques sont cohérentes avec le fond géochimique naturel local.

Déchets inertes :

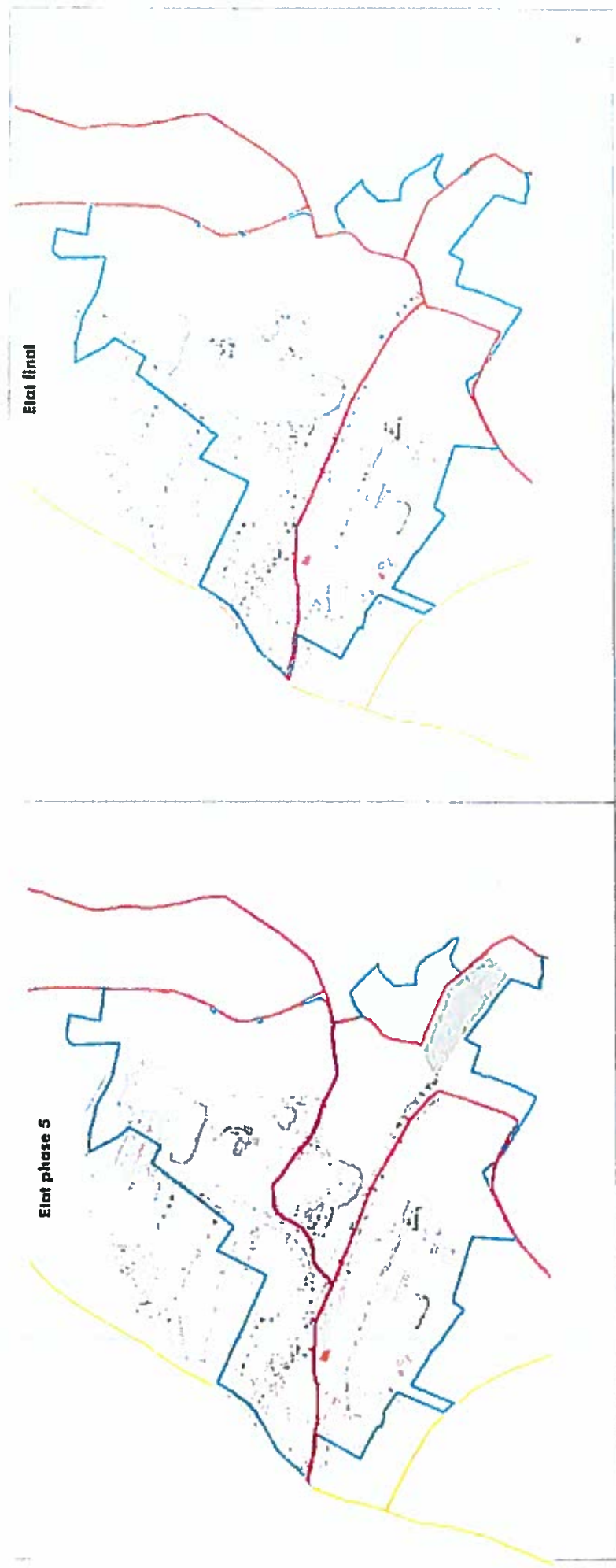
1. Sont considérés comme déchets inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :

- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;
- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;
- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;
- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;
- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

2. Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1. ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.

ANNEXE 6

Déviatiion du chemin rural de la Gailhouse





Légende

— Emprise du site

 Bassins principaux

 Zone d'exploitation (infiltration des eaux)

 Zone d'exploitation future (infiltration des eaux)

 Zone Ouest

 Zone de l'installation de traitement

 Plateforme de stockage

ANNEXE 7

Localisation des bassins de traitement

